



L'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

ALGÉRIE: Avant le congrès de l'UGTA
pages 4-5

INDES: Un P.C. de gauche et un P.C. de droite
pages 6-7

BELGIQUE: Un nouveau parti socialiste
page 7

SUD-VIETNAM: Le F.N.L. remet les terres aux paysans
page 8

CERCLE KARL MARX

Vendredi 12 février à 21 h., Salle des Horticulteurs,
84, rue de Grenelle, Paris-7°

La stratégie ouvrière en Europe occidentale

Débat introduit par :

J.-M. VINCENT
PSU - France

Livio MAITAN
IV° Internationale - Italie

Ernest MANDEL
Rédacteur en chef de « La Gauche » - Belgique

Pas de grandes luttes sans grands objectifs

Le mécontentement et la volonté de combat des masses travailleuses sont attestés par le fait que les appels aux arrêts de travail de la part des organisations syndicales sont toujours suivis, en dépit du fait que ces grèves de 24 ou 48 heures sont — les ouvriers le savent fort bien — en soi inopérantes et menées à présent en dehors de toutes perspectives générales de la part de toutes les centrales syndicales. La maturation de la classe ouvrière est toutefois lente ; la défaite que constitua l'accession de de Gaulle au pouvoir pèse encore considérablement. Enfin les conditions objectives tout en œuvrant à cette maturation comportent également des éléments qui tendent à diviser le front ouvrier. Dans de telles conditions, l'orientation que suivent les directions ouvrières est d'importance décisive quant au rythme de la lutte de classe et à ses résultats.

Pour bien saisir la situation présente, il n'est pas inutile de revenir sur les années passées.

On constate tout d'abord que les travailleurs des secteurs nationalisés et public, les fonctionnaires, ont accumulé au cours des années passées un retard de leurs salaires et traitements par rapport à ceux des travailleurs de l'industrie privée. Contre ce retard, ils n'ont cessé depuis plusieurs années de procéder à des mouvements et à des manifestations, sans obtenir autre chose que des promesses de rattrapage qui n'ont jamais été intégralement tenues et, maintenant, des « procédures » de négociation (Toutée, Grégoire) qui sont des leurreurs dépourvus de tout artifice. On comprend que les organisations syndicales des cheminots, de l'E.D.F., se soient refusées à se prêter à de telles farces.

Les travailleurs de l'industrie privée ont pu obtenir, dans les années écoulées, des augmentations de salaires avant tout en raison du plein emploi et même d'une disette de main-d'œuvre (1). Le marché du travail était en général, favorable aux ouvriers ; on assista même à une tendance de la part des employeurs à s'attacher par divers moyens comme le salaire mensuel la main-d'œuvre qualifiée. Dans cette période, l'orientation des organisations syndicales fut pratiquement inopérante. La « particularisation » des luttes n'avait au fond rien d'une tactique syndicale ; elle encourageait le débrouillage individuel, et ne renforça en rien les organisations. En même temps, la CGT sous l'influence du « chef » génial Thorez développait une pseudo-théorie des « paupérisation absolue » qui ne pouvait que discréditer l'autorité de ceux qui la propageaient auprès de leurs camarades de travail (2), au lieu de mettre en garde les ouvriers

contre le caractère provisoire de la prospérité en régime capitaliste et de les appeler à profiter de la situation du marché du travail pour s'assurer des garanties sur l'avenir.

A présent, la situation du marché du travail a viré légèrement en faveur du patronat : il y a plus de demandes que d'offres d'emploi. En outre, de nouvelles divisions sont introduites entre ceux qui travaillent dans des industries nouvelles en plein essor (l'électronique par exemple, et ceux qui travaillent dans des industries en déclin, plus ou moins rapidement supplantées par le progrès industriel et technique (mines, textiles). Enfin, la politique patronale et gouvernementale utilise les conditions présentes pour accélérer une politique de concentration des entreprises, d'installation de nouvelles entreprises dans des régions de province où l'on peut trouver une main-d'œuvre à meilleur marché.

Il en résulte qu'il est à présent nécessaire de trouver un dénominateur commun aux différentes catégories de façon à unifier le combat de classe. Il faut, à ce sujet, ne pas se duper soi-même avec des formules comme « tous ensemble » et « la grève générale » qui ne résolvent pas le problème en le simplifiant grossièrement. Tous ensemble, mais sur quoi et comment ? La grève générale ? Mais, s'il ne s'agit pas d'une démonstration limitée dans le temps, la grève générale suppose une situation pré-révolutionnaire et des affrontements à des niveaux élevés avec le pouvoir. On ne contribue pas à faire mûrir la situation en employant des formules creuses.

Le « dénominateur commun » à toutes les catégories ouvrières ne peut être qu'un programme d'ensemble. Tandis qu'à Baillet, au moment de la rentrée, Frachon s'étendait sur la difficulté à établir un programme pour tous les travailleurs, dans l'article qu'il a publié dans l'Humanité du 16 janvier, il présente des « revendications d'ordre général qui rejoignent et complètent les revendications particulières qui se formulent partout et qui correspondent aux besoins les plus urgents des travailleurs ». Ces revendications générales, que la direction de la C.G.T. voudrait discuter avec la direction du C.N.P.F. comprennent : la revalorisation des salaires, le retour aux 40 heures sans perte de salaires, des améliorations

de l'indemnisation complémentaire du chômage et des retraites complémentaires. En outre, dans le même article, Frachon déclare qu'il y a des revendications de corporations qui intéressent les fédérations et non la CGT directement.

Cet article de Frachon, le dirigeant syndical le plus important en France, est loin, très loin, de fournir une orientation valable, une ligne de conduite à l'ensemble des militants qui le lisent pour savoir que faire. L'article de Frachon pêche par sa façon de juxtaposer sans lien les revendications catégorielles et les revendications générales, par l'insuffisance criante des revendications générales, et enfin par son silence sur les moyens de lutte. Sur ce point, s'il n'y a aucune objection à ce que la direction de la CGT s'adresse à celle du C.N.P.F. pour demander une discussion, on ne peut admettre qu'un article destiné aux militants et à la classe ouvrière intitulé « quelques comptes à régler » ne propose aucun moyen de lutte et soit essentiellement informatif.

En ce qui concerne les revendications immédiates des catégories et corporations ouvrières différentes et celles de l'ensemble de la classe, le mouvement empirique de celle-ci exigerait une assez longue expérience pour les relier correctement. Le rôle des directions centrales est, sur la base de l'expérience historique, de hâter ce mouvement, d'éviter les faux pas, précisément en ouvrant la lutte pour les revendications catégorielles sur des perspectives générales. Cela est d'autant plus nécessaire à la lumière de ce qui se passe dans le secteur public et nationalisé. Le 11 décembre 1964, un jour de grève pour les revendications immédiates. Le gouvernement ne cède pas ; d'où le mois suivant, deux jours de grève les 27 et 28 janvier. Et si, comme c'est le plus vraisemblable, le gouvernement continue à faire la sourde oreille ? Nul ne peut songer à faire trois jours de grève... Nécessairement les travailleurs des services public et nationalisés ont besoin de situer leurs mouvements dans une perspective d'ensemble.

A cet égard, que dire des mots d'ordre général que formule Frachon ? Le relèvement des salaires, la réduction de la semaine de travail sans perte de salaires, sont sans aucun doute les mots de départ qui conviennent. On peut seulement remarquer que, de la part de la principale centrale syndicale du pays, il serait nécessaire qu'en matière de relèvement des salaires, celle-ci sorte du domaine des généralités et formule une revendication chiffrée.

(Suite page 3)

Pierre FRANK

(1) Cela est vrai en tant que moyenne : les ouvriers qualifiés ont bénéficié de cet état de choses bien plus que les ouvriers spécialisés et les manœuvres.

(2) Cette « théorie » fut avancée dans une période où, entre autre, près de 10 % des travailleurs acquièrent une automobile.